

ÉCOLE ÉMANCIPÉE

Spécial stage national éé-snes 2025

Tendance du SNES et de la FSU

Construire une école égalitaire dans une société inégalitaire

Pourquoi ce stage ?

Cette année l'équipe nationale ÉÉ SNES a fait un double pari : organiser notre stage annuel en mai, et discuter, échanger, élaborer sur l'École.

Après la période des congrès SNES (mars 2024) et FSU (février 2025), nous pouvons nous appuyer sur de nouveaux mandats pour approfondir notre réflexion pédagogique et nos critiques au regard des effets des dernières réformes qui ont de nouveau bousculé l'École. Il s'agit bien entendu des groupes de niveaux en collège, mais aussi des réformes du lycée et du Bac «Blanquer» et de l'orientation via Parcoursup, qui ont encore accru les inégalités au sein de notre système éducatif.

Introduction au débat -actualité

En introduction du stage, les secrétaires nationaux ÉÉ ont ouvert le débat sur l'actualité récente. Le paysage international est inquiétant, marqué par la guerre commerciale lancée par les États-Unis, les conflits militaires (Ukraine, rivalité Inde /Pakistan...) et le génocide en cours en Palestine, dans un contexte global de montée des extrêmes droites.

En France, on assiste à la poursuite sans frein d'une logique libérale, sans

prise en compte des enjeux sociaux et écologiques et avec une volonté de répression de plus en plus marquée des mouvements sociaux et des militant-es. Le gouvernement n'est obsédé que par une seule boussole : l'austérité budgétaire, avec un plan de 40 milliards d'économies en perspective. La cause du déficit ? Des dizaines d'années de cadeaux faits au capital qui minent les finances publiques (300 milliards d'euros de dette injuste, selon les chiffres d'ATTAC).

De plus, un budget de guerre se met en place, qui va absorber une part toujours plus grande des finances publiques. Par conséquent, la politique de coupe dans les services publics s'approfondit, avec à la clé moins de solidarité, de contrôle démocratique, moins d'école et la poursuite d'une politique qui fait le lit de l'extrême-droite. Alors que le gouvernement refuse toute réforme vers plus de justice fiscale, nous devons continuer d'affirmer que ce n'est pas aux fonctionnaires et aux précaires de faire les frais de cette politique !

Dans ce contexte, notre responsabilité syndicale est considérable : informer sur les politiques en cours, activer nos réseaux militants, mobiliser largement en s'appuyant sur les luttes sectorielles quand elles existent, construire des

actions unitaires. L'ÉÉ doit pousser à ce qu'émergent des réponses syndicales fortes et pour que la FSU lutte contre les répressions syndicales.

Nous devons également garder comme priorité la construction des mobilisations antiracistes, antifascistes, écologiques... et ne pas céder davantage de terrain à l'extrême-droite sur ces questions ! Lutter contre tous les racismes est une priorité y compris sur les lieux de travail. Plus que jamais, la défense des services publics doit tenir une place centrale dans notre action, non seulement comme outils de solidarité, mais aussi en les affirmant comme des piliers d'une démocratie vivante. Par ailleurs dans l'éducation, l'affaire Betharam doit être l'occasion renouvelée de défendre l'école publique et ses valeurs.

Face à ces défis, il n'y a pas de fatalité. Ce qui se joue aujourd'hui, c'est notre capacité à nous organiser, à relier nos luttes, à faire entendre une autre voix : celle de la justice sociale, de la solidarité, de l'internationalisme et de la démocratie réelle qui font vivre les collectifs et les transformations qui irriguent de la base à la tête. Dans un monde qui vacille, notre combat prend tout son sens. Nous pensons qu'il est temps de reprendre l'offensive.

 <https://mastodon.social/@ecoleemancipee>

 <https://www.facebook.com/EcoleEmancipee/>

 <https://www.ecoleemancipee.org/>

 eebnsnes@ecoleemancipee.org

L'équipe nationale Ecole Emancipée au SNES-FSU ce sont :

Secrétariat national : Julie Schmitt (Nancy-Metz) et Damien Besnard (Créteil)

Bureau national : Marina Caro-Nedellec (Rennes), Rozenn Cros (Nice), Michel Decha (Nantes), Irène Docekal (Bordeaux), Romain Gentner (Grenoble), Lucie Lefèvre (Nantes), Marc Rollin (Lyon) et Bénédicte Viguier (Amiens)

Vers un lycée commun ?

Le lycée, dont la mise en place a régulièrement été l'objet de discussions politiques et pédagogiques, traverse actuellement une période difficile, marquée par des réformes successives, en particulier celles imposées par Blanquer. Ces réformes ont empêché une réflexion à long terme sur la structure. Deux rapports récents de l'Inspection Générale confirment cette dynamique.

La position du SNUEP, représenté par Jérôme Lenormand, a mis en lumière les défis spécifiques de l'enseignement professionnel. Il a rappelé l'évolution de l'enseignement professionnel en France et a souligné la nécessité d'adapter cet enseignement aux besoins du marché tout en luttant contre la reproduction des inégalités sociales. Il a plaidé également pour un retour à un bac pro en quatre ans avec un diplôme intermédiaire pour

renforcer les chances de réussite.

De son côté, Yoann Vignier, représentant du SNETAP, a abordé le rôle des lycées polyvalents dans l'enseignement agricole, qui accueillent une majorité d'élèves issus de milieux modestes. Ce secteur, bien qu'en difficulté, présente des opportunités pour favoriser une mixité sociale. Favorable à un modèle en trois voies, il a cependant appelé à avancer par étapes avec des objectifs concrets.

Alors que le débat sur le lycée unique est nécessaire et légitime, l'idée qui fait accord est de dire que l'éducation doit être repensée pour répondre aux besoins divers et variés des élèves, en favorisant une école polytechnique dès le primaire et en intégrant des dispositifs pédagogiques variés.



Mixité scolaire / sociale : quel collège vraiment commun ?

Le projet du Mirail à Toulouse vise à améliorer la mixité sociale dans les collèges en fermant progressivement deux établissements défavorisés et en redirigeant les élèves vers des collèges plus favorisés. Ce plan, initié en 2016, a suscité des débats et des tensions parmi les parents, les enseignant-e-s et les syndicats.

Trois visions de la mixité sociale émergent : une vision «missionnaire» visant à «civiliser» les jeunes des quartiers populaires, une vision «intégrationniste» cherchant à intégrer une partie des élèves, et une vision «émancipatrice» luttant contre les ghettos scolaires et les inégalités sociales. Dans ce débat, la FSU a adopté une position d'abstention critique, soulignant les désaccords internes et le manque d'investissement de l'Éducation Nationale.

Sur le terrain, les collèges de centre-ville comme Michelet et Fermat accueillent des élèves du Mirail, avec des résultats mitigés. Bien que les résultats scolaires montrent une légère amélioration, des problèmes persistent, notamment en termes de trajets longs et de stigmatisation. Les établissements privés n'ont pas joué le jeu, préférant recruter les élèves les plus favorisés.

À l'échelle de la ville, la mixité sociale reste un défi, avec des moyens concentrés sur les établissements favorisés. Les nouveaux collèges construits pour remplacer ceux fermés rencontrent des difficultés, notamment de climat scolaire, avec des conflits entre élèves de différents quartiers.

Les réflexions sur la mixité sociale soulignent la nécessité de dépolitiser

la question et d'impliquer les premiers concernés. Des axes d'amélioration incluent la nécessaire formation des enseignant-e-s, la réduction des temps de trajet et l'évolution des pratiques pédagogiques. Des expériences similaires à Nantes montrent des défis comparables, avec un manque de concertation et des solutions trop souvent superficielles.

En résumé, le projet de mixité sociale à Toulouse est complexe et controversé, avec des résultats mitigés et des défis persistants. Aujourd'hui, la question reste donc bien de savoir comment développer une vision de la mixité sociale qui soit davantage en prise avec la lutte des classes, en particulier contre les tentations fortes de séparatisme social qui sont à l'œuvre et qui sont bien le fait des classes privilégiées.

3 QUESTIONS À...

Olivier Thiebaut et Raphaël Giromini secteur lycée du SNES-FSU pour l'ÉE

1. Selon vous, quel meilleur lycée demain ?

Le lycée de demain est assez difficile à envisager de manière précise car les attaques récurrentes contre le système scolaire l'ont fragilisé. Elles ont également indirectement remis en question certaines idées progressistes en les dévoyant : ainsi, celle du «libre choix des élèves» est une forme libérale de la volonté de favoriser l'émancipation de la jeunesse.

Il faut donc recommencer par expliquer ce qu'est notre projet dans un enseignement encourageant tous les savoirs et les savoir-faire sans hiérarchie et sans avoir comme seul objectif réel l'orientation.

Cela nécessite bien entendu une réforme plus globale de l'enseignement, car un lycée unique dans le système actuel aboutira à des difficultés analogues à celles du collège soi disant unique et sera plus favorable aux élites qu'aux classes plus défavorisées.

2. Quelles pistes sont déjà envisagées par votre syndicat pour parvenir à ce lycée encore utopique ?

La plupart des militant-es sont convaincu-es des travers du lycée actuel et du modèle en 3 voies qui reproduisent les inégalités. Des réflexions sont en cours sur une 2nde la plus commune possible, mais cela reste difficile à mettre en place. C'est une forme de compromis qu'il faut soutenir.

Lutter pour un autre lycée passe par une valorisation de l'apport des disciplines en dehors des besoins économiques mais aussi, paradoxalement, par l'effort pour faire comprendre aux collègues des disciplines technologiques et professionnelles qu'ils ont tout intérêt à notre vision d'un lycée unique pour sortir du carcan de la préparation à l'employabilité.

3. Quels freins existe-t-il selon vous ?

Cette vision est rendue presque utopique par le retard que les forces progressistes ont pris dans la bataille culturelle, y compris sur l'éducation. Par exemple, les processus

sélectifs sont de plus en plus perçus comme normaux «pour éviter l'échec, y compris des plus fragiles» dans un enseignement dont la finalité est l'adaptabilité aux besoins et normes de la société capitaliste.

Bref, une nouvelle révolution scolaire non exigée par le monde économique, à la différence des précédentes, nécessite un grand travail d'explicitation et des mesures transitoires pour convaincre le reste du SNES. En effet, le lycée à 3 voies est un marqueur syndical mais il est également perçu comme un modèle pour s'opposer au macronisme.

Jérôme Lenormand militant national du SNUEP-FSU

1. Selon toi, quel meilleur lycée demain ?

La question est trop précise : c'est toute l'école qu'il faut changer pour que tou-tes les jeunes aient, dans une scolarité obligatoire jusqu'à 18 ans, un éventail de disciplines pour toucher à tout et par exemple apprendre des techniques, comprendre des gestes de la vie courante et professionnelle, pas seulement pour des travaux manuels... Et tous les élèves doivent pouvoir également accéder aux savoirs plus «académiques», comme par exemple la philosophie qui est absente des cursus de LP...

2. Quelles pistes sont déjà envisagées par ton syndicat pour parvenir à ce lycée encore utopique ?

Le syndicat n'a pas le temps de réfléchir à ces questions dans ses instances, ni de proposer des pistes dans ce domaine : on en est même à revendiquer le bac pro en 4 ans comme en 2009 alors qu'on pourrait avoir plus d'ambitions.

3. Quels freins existe-t-il selon toi ?

La voie pro est une citadelle assiégée, attaquée de toutes parts : par la concurrence du privé (CFA, MFR, formations «maison») ou les entreprises qui ne jouent pas le jeu des stages et l'image dégradée de la formation chez les classes moyennes. Mais surtout les réformes successives qui s'enchaînent depuis 15 ans, contre l'intérêt des élèves et des personnels, nous obligent à avoir d'autres priorités.

Olivier Gautie et Gérard Richard militants au SNETAP-FSU

1. Selon vous, quel meilleur lycée demain ?

Il faut un lycée à taille humaine : à ce moment là, tout le monde se connaît et on peut intervenir auprès d'élèves qu'on n'a pas en classe. Cela permet un contact avec tous les personnels, profs et agent-es notamment.

Le lycée idéal, c'est aussi un établissement public et indépendant des pressions extérieures, notamment de la profession ou d'intérêts privés.

Il faut un mélange des publics : de fait, les lycées agricoles préparent à des bacs généraux, technologiques et professionnels avec des enseignements et des pratiques communes, notamment dans le péri-scolaire du fait de l'internat : cela permet des échanges et de casser les filières.

2. Quelles pistes sont déjà envisagées par votre syndicat pour parvenir à ce lycée encore utopique ?

Les mandats du SNETAP exigent le rattachement au ministère de l'éducation nationale, de nationaliser tous les lycées agricoles. Il y a aussi tout ce qui touche au numérique pour en faire un service public, loin des GAFAM et des collectivités afin d'y investir intelligemment pour la pédagogie.

3. Quels freins existe-t-il selon vous ?

Je pense d'abord au fait de ne plus avoir de groupes pour réfléchir au pédagogique au niveau du ministère de l'agriculture. Mais les profs sont parfois aussi un frein à cette réflexion collective.

Le fait de ne pas associer réellement les jeunes à la réflexion sur les formations ou alors seulement en théorie pour la communication : leur donner la parole mais sans leur faire miroiter la lune.

Il y a bien sûr l'intrusion, pour nous, de la FNSEA et la concurrence débridée de l'enseignement privé.

Une pédagogie au service de l'autonomie des élèves

Dans le cadre d'un collège REP de l'académie de Nantes, deux dispositifs pédagogiques innovants, CESA (Construire Ensemble Savoir et Autonomie) et META (Mémorisation et Travail Autonome), ont été mis en place pour répondre aux besoins spécifiques des élèves en éducation prioritaire. Le témoignage des collègues a eu pour vocation de rendre concret le mandat du SNES-FSU de 2024 sur la liberté et l'expérimentation pédagogiques.

Le dispositif CESA vise à promouvoir l'autonomie des élèves à travers une démarche collaborative entre enseignant-es. À travers des ateliers hebdomadaires, les professeurs s'engagent à concevoir ensemble des activités pédagogiques qui répondent aux besoins variés de leurs élèves, y compris ceux en situation de handicap ou d'apprentissage spécifique. Chaque atelier se déroule en plusieurs étapes : identification des notions difficiles, élaboration d'activités, tests entre collègues, et mise en pratique en classe. Cette approche favorise non seulement l'intelligence collective des enseignant-es, mais aussi l'implication active des élèves, leur permettant de construire leurs savoirs de manière autonome et réfléchie.

Le dispositif META a été élaboré pour systématiser et structurer la mémorisation des leçons au sein du collège. Face aux difficultés rencontrées par les élèves en matière de mémorisation et de révisions, META propose une série d'outils et de fiches destinés à faciliter l'apprentissage. Parmi ceux-ci, on trouve des fiches de mémorisation active, des fiches d'évaluation récapitulatives et des fiches d'application des procédures. L'objectif est d'aider les élèves à devenir plus autonomes dans leur apprentissage tout en offrant aux parents et aidants des moyens concrets pour les soutenir.

En intégrant des stratégies de répétition espacée et de questionnement, META contribue à ancrer durablement les connaissances, tout en clarifiant les attentes des enseignant-es et en favorisant une meilleure communication sur les apprentissages.

Ces deux dispositifs font écho aux débats sur l'enseignement explicite : comment faire en sorte que celui-ci n'aboutisse pas à transmettre des savoirs mécaniques ou éviter que les élèves réussissent une tâche sans passer par le processus complexe attendu ?



Bilan du stage

Les interventions et les débats lors de ces deux journées ont mis en évidence la nécessité que les enseignant-es demeurent des concepteur-isses de leurs métiers, capables de réfléchir sur les contenus et les processus d'apprentissages.

Ces questions constituent un sujet central de lutte et de mobilisation par rapport à la réforme actuelle de la formation et à la mise en œuvre cadencée de programmes dont les contenus, les exigences et les horaires

seront encore revus à la baisse.

Réfléchir ensemble à nos pratiques et à nos conceptions d'une école commune, c'est véritablement faire du syndicalisme de transformation sociale à la fois dans les établissements, dans la rue et plus prosaïquement par des propositions construites ensemble.

Réfléchir ensemble à ces sujets, c'est porter la vision d'une société plus égalitaire et émancipatrice. Sans cette boussole, nous sommes condamnés à perpétuer cette école reproductrice des

inégalités.

Ce stage a permis d'initier la réflexion sur des sujets qui touchent à nos métiers et pratiques pédagogiques. Dans les mois qui viennent, il serait intéressant de continuer à étayer la réflexion par des exemples de pratiques qui sortent des sentiers battus ainsi que d'approfondir les contours et fonctionnements du lycée unique.

Pour celles et ceux intéressé-es, n'hésitez pas à nous contacter.